

et le taux d'escompte de la banque centrale, comme c'est le cas dans d'autres systèmes financiers axés sur le marché. Un aspect en particulier sera plus facile à comprendre : la BCE s'est vu confier dans son texte législatif le mandat clair et indépendant de veiller à la stabilité des prix. Il reste à déterminer quel sera l'horizon temporel et les ordres de grandeur de ses objectifs ainsi que ses buts intermédiaires (notamment au chapitre des agrégats monétaires).

Les *opérations de change* (intervention sur le marché des changes) et la politique monétaire intérieure deviennent de plus en plus étroitement intégrées. Le Canada ne cherche à préserver aucun taux de change particulier entre sa monnaie et le dollar américain, et ce serait aussi le cas pour le taux de change avec l'euro. La politique d'intervention du Canada se limite pour la majeure partie à « remonter le vent » en achetant ou en vendant des dollars américains dans le but de préserver de bonnes conditions sur le marché en période de bouleversement. Le Canada doit déterminer s'il interviendra à l'égard de la nouvelle monnaie, et comment il le fera, fixer la quote-part de son portefeuille de réserves qu'il affectera aux euros et choisir exactement les catégories de titres et les dépôts libellés en euros qu'il conviendra de détenir dans notre portefeuille de réserves officielles.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'activités courantes, les arrangements d'emprunt du G-10 en vue de soutenir les pays qui connaissent des crises sur les marchés des changes ainsi que les interventions très occasionnelles coordonnées par les pays du G-7 sur ces marchés viseraient sans aucun doute la BCE puisqu'elle remplacera les banques centrales européennes.

Dans le passé, les marchés monétaires et les marchés des changes canadiens ont subi les contrecoups de l'effervescence des marchés financiers étrangers. Si l'UEM était reportée de manière imprévue ou que les participants ne s'entendent pas, ce qui pourrait entraîner une turbulence dans les marchés étrangers, les marchés canadiens s'en trouveraient touchés à leur tour. Certains observateurs ont émis l'opinion que le marché est trop optimiste face à l'UEM. En situation turbulente, compte tenu de l'humeur positive sur les marchés canadiens à l'heure actuelle, le Canada pourrait être perçu comme un havre sûr et connaître des entrées de capitaux temporaires puis voir sa devise présenter une plus-value par rapport aux monnaies européennes.

## **5.2 Échanges commerciaux et marchés financiers canadiens**

Certaines questions techniques devront être résolues par les participants canadiens dans le cadre des marchés financiers et des échanges commerciaux à l'étranger face à la nouvelle